



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

Burundi | Le paludisme et la famine font ravage en province de Kirundo

**Rapport sur la gouvernance et les droits
économiques et sociaux au Burundi**

décembre 2021

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
0.INTRODUCTION.....	1
I.INCENDIE DE LA PRISON DE GITEGA : DES SUPÇONS DE CRIMINALITE ET UN COMPORTEMENT DOUTEUX DU POUVOIR DU CNDD-FDD	2
II. FOUILLES-PERQUISITIONS, EXTORSIONS, DETOURNEMENTS, CORRUPTION, SPOILIATIONS ET RANÇONNEMENTS	3
II.1. Au moins 170 personnes arrêtées après une fouille-perquisition dans l’objectif de leur extorquer des contributions pour le soutien des patrouilleurs civils de nuit	3
II.2. Des policiers manifestent suite à un conflit lié au partage des rançonnements	4
II.3. Détournement des fonds alloués à un projet d’électrification en commune Nyanza-Lac	4
II.4. Le ministre de l’agriculture force la fermeture du projet FIDA volet agriculture pour ses intérêts personnels et est accusé de gestion catastrophique de la production de maïs	5
II.5. Un chef de colline taxe une amende de 20 000FBu à une femme pour injures	6
II.6. L’administrateur de la commune Gihanga évince les anciens exploitants	6
II.7. Des détournements des recettes communales en commune Muramvya.....	6
II.8. Des policiers corrompus pour laisser les éleveurs paître leur bétail en dehors de leurs enclos	7
II.9. L’administrateur communal de Ndava commande l’arrêtation de son comptable	7
III. PENURIES RECCURENTES DES PRODUITS BRARUDI, HAUSSE DES PRIX ET FAVORITISME DANS L’APPROVISIONNEMENT	8
IV. FAMINE EN PROVINCE KIRUNDO ET HAUSSES SPECTACULAIRES DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE PREMIERE NECESSITE DANS PRESQUE TOUT LE PAYS	10
V. SANTE PUBLIQUE : LA PANDEMIE DE COVID-19 SE SUPERPOSE A L’EPIDEMIE NON DECLAREE DE PALUDISME.....	13

V.I. La prolifération des cas positifs au Covid-19 est une triste réalité au moment où les mesures barrières préconisées par l’OMS ne constituent pas une préoccupation de l’administration publique...	13
V.2. Une épidémie non déclarée de paludisme en province Kirundo.....	16
VI. EDUCATION NATIONALE : UN MANQUE CRIANT DE BANCS PUPITRES SUR FOND DE COLLECTE DE CONTRIBUTIONS FORCEES, DE DETOURNEMENTS ET DE REPRESSION CONTRE DES ENSEIGNANTS.....	17
VI.1. Persistance de collecte forcée de fonds en milieux scolaires	17
VI.2. Un manque criant de bancs pupitres : les élèves s’assayent à même le sol.....	18
VI.3. Les élèves du Lycée communal Mwaro I sont partis en vacances de Noël sans leurs résultats scolaires	20
VI.4. Des arrestations abusives contre des enseignants	20
VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	22

0.INTRODUCTION

L'espace de jouissance des droits économiques et sociaux s'amenuise de plus en plus au Burundi, au même rythme que celui des droits civils, politiques et des libertés individuels et collectifs. La gouvernance se dégrade et plonge les burundais de plus en plus vers l'anarchie, la souffrance et la détresse existentielle.

Au premier chapitre de son rapport du mois de décembre 2021, le FORSC dénonce l'incendie destructeur de la prison centrale de Gitega. Il revient dans le chapitre suivant sur des faits récurrents d'extorsion, de détournements des fonds, de corruption, de spoliations et de rançonnements.

A son troisième chapitre, le rapport relève la pénurie persistante des produits BRARUDI au Burundi alors qu'ils sont exportés en abondance vers la République Démocratique du Congo. Cette situation crée la hausse des prix de ces produits et le favoritisme qui caractérise l'approvisionnement au niveau national.

Le chapitre quatre aborde la question de la cherté de la vie causée par les hausses spectaculaires des prix des produits alimentaires de base et la famine répétitive qui sévit en province Kirundo.

Pour ce qui est de la santé publique, la pandémie de Covid-19 se superpose puis se mélange à l'épidémie non déclarée de paludisme et la sauce devient plus amère que jamais. Le chapitre cinq aborde cet aspect.

En ce qui concerne l'éducation nationale qui fait objet du dernier chapitre avant la conclusion, ce rapport soulève de nouveau des inquiétudes liées aux conditions d'apprentissage des enfants burundais qui n'ont pas de bancs-pupitres et qui s'assoient par terre lors des leçons de classes.

I. INCENDIE DE LA PRISON DE GITEGA : DES SUPÇONS DE CRIMINALITE ET UN COMPORTEMENT DOUTEUX DU POUVOIR DU CNDD-FDD

Le premier vice-Président de la République du Burundi, Prosper Bazombanza a annoncé dans la fraîcheur des faits qu'au moins 38 prisonniers sont morts et 69 autres grièvement blessés au cours de l'incendie qui a ravagé la prison centrale de Gitega, au centre du pays, dans la matinée du 07 décembre 2021. Cette autorité n'a pas manqué de préciser la cause de la tragédie qui, selon lui, était un simple court-circuit dû aux manipulations et raccordements anarchiques des cables électriques faits par les prisonniers, soit pour charger leurs téléphones, soit pour installer des lampes, etc. Dans la même matinée, des témoins sur place ont indiqué que les corps des victimes ont été évacués dans des sachets noirs et inhumés en catimini dans l'un des cimetières non loin du lieu, au moment où des blessés ont été soignés les uns à l'hôpital de Gitega, les autres sur place à la prison.

Des militants des partis politiques de l'opposition et des défenseurs de droits de l'homme ont dénoncé le comportement du pouvoir qui n'a pas daigné organiser des enquêtes fouillées sur cette tragédie, communiquer les identités et le nombre exactes des personnes mortes et d'avoir inhumés ces dernières dans la clandestinité.

Au cours de la conférence publique du 29 décembre 2021, le Président de la République, Evariste Ndayishimiye a laissé entendre que le bilan des morts s'est alourdi précisant que des prisonniers sont morts à l'hôpital faisant en tout 46 détenus décédés. Il a ajouté avec un ton de colère qu'il ne faut pas raconter que les victimes n'ont pas été enterrées de manière digne. D'après le Président, il y a eu même une prière lors de l'enterrement et le lieu de l'enterrement est bien connu. Pourtant, des membres de familles qui étaient allés réclamer les leurs, après l'incendie, ont été intimidés et arrêtés. Des sources sur place à la prison de Gitega avancent un bilan plus dramatique de plus de 300 prisonniers calcinés et déplorent la manipulation des chiffres par le pouvoir burundais.

Précisons à toute fin utile que la prison comptait au moins 1500 prisonniers sur une capacité d'accueil avant l'incendie et des rumeurs circulent sur un probable incendie criminel que le régime tente d'étouffer.

Un autre incendie de cet établissement pénitentiaire avait été observé en date du 21 août 2021, n'eut été l'intervention rapide qui avait maîtrisé le feu.

L'incendie du 07 décembre 2021 est intervenu après une attaque criminelle de la cours d'appel de Gitega au cours de laquelle au moins 1000 dossiers appartenant à des prisonniers avaient été cambriolé dans le silence des autorités.

II. FOUILLES-PERQUISITIONS, EXTORSIONS, DETOURNEMENTS, CORRUPTION, SPOLIATIONS ET RANÇONNEMENTS

II.1. Au moins 170 personnes arrêtées après une fouille-perquisition dans l'objectif de leur extorquer des contributions pour le soutien des patrouilleurs civils de nuit

En province Bujumbura, des militaires, policiers, des miliciens Imbonerakure en complicité avec des autorités administratives de la zone Rukaramu, commune Mutimbuzi, ont effectué une fouille perquisition, le matin du 13 décembre 2021, dans des ménages ciblés de la colline Kirwati1 et 2, qui s'est soldée par des arrestations massives d'au moins 170 personnes. Visiblement, ces arrestations ciblaient des présumés opposants politiques qu'ils accusaient de se rebeller contre le pouvoir en place en refusant de donner des contributions pour prendre en charge des jeunes Imbonerakure en patrouille de nuit. Ces derniers venaient de passer plus de trois mois sans percevoir leurs primes, convenues avec les autorités habilitées. Ainsi, au moins 170 individus de cette entité ont été arrêtés et conduits immédiatement au bureau du commissariat de police de Gatumba. Pour bénéficier de libération, la victime avait l'obligation de payer une somme comprise entre 10.000FBu et 15.000FBu sans quittance. Vers la fin de la journée, le montant à payer a été réduit jusqu'à 5000FBu. Les arrestations arbitraires constituent de plus en plus une stratégie pour extorquer et terroriser les opposants politiques du pouvoir en place au Burundi.

En province Ruyigi, dans les communes Bweru et Kayongozi, des Imbonerakure en provenance de forêt de la réserve de Ruvubu se sont accaparé des biens de la population notamment en prenant des boissons sans payer, c'était le 18 décembre 2021. Quand les victimes réclamaient leur paiement, ces Imbonerakure rétorquaient qu'ils assuraient la sécurité pour le bien de tous et que donc ils méritaient récompenses.

II.2. Des policiers manifestent suite à un conflit lié au partage des rançonnements

En province Cibitoke, sur la transversale 4, commune Buganda, des policiers qui réglementaient la circulation routière sur la RN 5 Bujumbura- Rugombo en date du 27 décembre 2021 sont entrés en conflit le soir vers 17 heures suite à une mésentente liée au partage de l'argent qu'ils avaient récolté tout le long de la journée auprès des véhicules de transport constitués en grande partie par des taxis de type probox et des bus de transport hiace et motos. Des crépitements d'armes ont été entendus pendant ce temps entraînant de la peur-panique du côté des habitants de la localité.

Des policiers postés sur cette route étaient mécontents de la part du lion qui était réservée au commissaire provincial de police OPP 1 Jean Baptiste Bigirumuremyi et avaient tiré en l'air pour manifester leur colère. Des policiers en provenance du Commissariat de police de Cibitoke sont vite intervenus pour maîtriser la situation. Le commissaire provincial de police est accusé d'encaisser des pots- de- vin de la part de certains policiers qu'il laisse collecter de l'argent à leur guise contre les transporteurs et les usagers de route dans la localité.

II.3. Détournement des fonds alloués à un projet d'électrification en commune Nyanza-Lac

En province Makamba, des fonds destinés au projet d'électrification du chef-lieu de la zone Muyange en commune Nyanza-lac ont été ignoblement détournés et personne n'a daigné lever un seul doigt pour rendre justice aux victimes. Les travaux étaient supposés commencer au début du 3^{ème} mandat de Pierre Nkurunziza en 2015 et étaient conjointement exécutés par la commune Nyanza-lac et le FONIC dans les 500 millions qui étaient destinés au développement des communes.

Les autorités administratives de l'époque ont invité le chef de l'Etat d'alors, Pierre Nkurunziza qui avait solennellement approuvé les travaux de ce projet le 23 novembre 2019. Selon des témoins du chef-lieu de la zone Muyange, les organisateurs avaient installé un groupe électrogène dans une maison et avaient installé une ampoule sur le transformateur pour montrer que les travaux avançaient très bien.

Plus de deux ans après, les poteaux électriques par ailleurs en qualité médiocre sont tombés un à un, l'électricité attendue n'est jamais arrivée au chef-lieu de la zone Muyange. Ce projet a connu le sort d'autres projets d'électrification dont le barrage de Kajeke qui a vu s'envoler 52 milliards de francs burundais.

II.4. Le ministre de l'agriculture force la fermeture du projet FIDA volet agriculture pour ses intérêts personnels et est accusé de gestion catastrophique de la production de maïs

Le volet agriculture de l'ONG internationale FIDA est sur le point de fermer ses portes. Selon un des coordinateurs régionaux de ce projet, Déo Guide Rurema, ministre de l'agriculture force la fermeture de ce projet pour ses intérêts personnels. En effet, ce ministre est en conflit avec la coordination de ce projet depuis son entrée en fonction et accuse les ingénieurs cadres de ce projet de ne pas adhérer au CNDD-FDD. Il est frustré par des millions de dollars destinés à ce projet et au personnel qu'il ne contrôle pas car les financements dudit projet passent par le ministère des finances. Malgré les gigantesques projets réussis, ceux exécutés dans différentes provinces du pays, le ministre ayant en charge l'agriculture dans ses attributions voudrait la fermeture et le licenciement du personnel pour en organiser lui-même le redémarrage et l'embauche d'un nouveau personnel acquis à ses causes. Au cours d'une réunion avec les cadres de ce projet, Déo Guide Rurema a déclaré : « Il faut céder vos places aux autres. Le temps que vous avez passé en bouffant cet argent suffit, les autres en ont besoin ».

Le projet de fermeture de ce grand projet a causé des polémiques même au sein des militants du CNDD-FDD car les gouverneurs des provinces dans lesquelles ce projet est implanté en apprécient beaucoup les résultats. Le gouverneur de la province Kayanza aurait par ailleurs juré de révéler l'intention du ministre Guide Rurema aux plus hautes autorités pour vouloir perturber un projet très utile dans plusieurs volets agricoles, y compris l'aménagement des marais.

Des sources bien informées précisent que Guide Rurema est soutenu par le président de l'Assemblée Nationale Daniel Gélase Ndabirabe et que sinon il aurait été changé lors du dernier remaniement ministériel. Parmi les motifs de son remplacement figurent ce projet FIDA et les mensonges qu'il porte toujours sur les micros et caméras en rapport avec la production agricole dont celle du maïs. Le maïs a été acheté à 680FBu aux agriculteurs et le gouvernement l'a revendu à 980 FBu. Selon un responsable au ministère de l'agriculture, le gouvernement y aurait perdu une grande somme d'argent car ce maïs n'a jamais été visible en quantité importante sur les marchés car périmé dans les hangars de stockage.

A la fin de cette période, le kg de maïs d'origine tanzanienne coûte entre 1400 et 2000FBu sur différents marchés du pays. Plusieurs tonnes de maïs en provenance de la Tanzanie sont

régulièrement observées en commune Kayogoro, province Makamba, malgré la mesure d'interdiction d'exportation de ce produit.

II.5. Un chef de colline taxe une amende de 20 000FBu à une femme pour injures

En province Ngozi, une femme du nom de Ciza Fabiola, originaire de la commune Mwumba a été victime d'une amende de 20 000FBu accusée par l'administrateur communal d'avoir insulté son chef de colline. Des informations recueillies sur place affirment que l'administrateur de Mwumba n'a pas voulu écouter la victime qui dénonçait le mauvais comportement des chefs de collines qui harcèlent sexuellement les femmes de leurs ressorts.

II.6. L'administrateur de la commune Gihanga évince les anciens exploitants

En province Bubanza, les autorités locales de la commune Gihanga se sont emparées de vastes propriétés rizicoles situées dans les périphéries de la forêt de Rukoko au détriment des anciens exploitants qui n'ont pas où se plaindre actuellement. Cette spoliation a débuté en août 2021 quand l'administrateur de la commune Gihanga, Léopold Ndayisaba, a mis en place une commission pour mesurer les champs rizicoles de la localité. L'objectif de cette opération était d'identifier les vrais propriétaires et de voir ceux qui avaient de vastes étendues. Par après, le constat était amer. De vastes étendues ont été redistribuées aux membres de la commission de mesurage, aux chefs de zone, aux employés de la commune, aux chefs Imbonerakure, aux responsables du parti au pouvoir, etc. L'administrateur communal s'est bien sûr taillé une part de lion en s'actroyant plus d'1 hectar.

Les anciens exploitants se sont retrouvés avec seulement 50m/100m et doivent payer à la commune une somme de 350 000FBu par an au moment où les nouveaux acquéreurs cultivent leurs champs gratuitement.

II.7. Des détournements des recettes communales en commune Muramvya

En province Muramvya, suite à un constat de détournement des recettes communales en commune Muramvya, le comptable communal et le président du conseil communal ont été arrêté respectivement en dates du 10 et du 17 décembre 2021. Ils ont été accusés de détenir des quittances frauduleuses.

Une délégation du Ministère de l'intérieur est venue lundi 20 décembre 2021 pour enquêtes auprès de l'administrateur communal mais celui-ci n'était pas à son bureau, car confiné pour cause de Covid- 19.

II.8. Des policiers corrompus pour laisser les éleveurs paître leur bétail en dehors de leurs enclos

En province Mwaro, les éleveurs de vaches de la commune Kiganda, ne sachant quoi faire, préfèrent faire paître leur bétail pendant la nuit à tous risques et périls pour celui qui est pris en flagrant délit. Pour y arriver, ils payent des pots-de-vin aux les policiers en poste dans la commune qui en retour les aident à surveiller les Imbonerakure, à raison de 300FBu par vache. Cette pratique est remarquée sur les collines de Gahweza, Musongati et Kanyami. Un éleveur pris en flagrant délit paie 10.000 FBu par tête de bétail et sans quittance.

II.9. L'administrateur communal de Ndava commandite l'arrêtation de son comptable

En province Mwaro, l'administrateur communal de Ndava, Aloys Ndenzako, a limogé son nouveau comptable, Manirakiza Juvénal, pour le remplacer par son ancien comptable Harerimana Félicité, limogé par une mesure du Ministre de l'intérieur pour manquement relatif à la collecte des taxes communales. Il a commandité l'arrestation du premier qui ne lui est pas fidèle, pour justifier son remplacement. Des personnes contactées sur place affirment que l'administrateur a voulu couvrir les détournements des recettes de sa commune, en essayant à tout prix, à couvrir son ancien comptable qui détient des secrets de collaboration dans leurs sales bésognes.

L'administrateur communal est accusé d'avoir détourné au moins 28 millions de francs burundais collectés sur plus de 56 personnes à raison de 500 000 chacune. Il promettait à ces dernières des parcelles au chef-lieu de la commune. Le dossier date de quelques années et se trouve pendant devant les instances judiciaires en Mairie de Bujumbura.

III. PENURIES RECCURENTES DES PRODUITS BRARUDI, HAUSSE DES PRIX ET FAVORITISME DANS L'APPROVISIONNEMENT

En Mairie de Bujumbura, les prix officiels des produits de la BRARUDI ne sont plus respectés et appliqués. Chaque propriétaire de débit de boissons vend selon la manière dont il s'est approvisionné. Depuis plusieurs mois, l'approvisionnement des produits Brarudi dans les mini-dépôts se fait dans l'irrégularité.

Au départ, les grossistes, recevaient les produits à partir de l'entreprise Brarudi pour ensuite approvisionner les mini dépôts se trouvant dans les différents quartiers de la capitale économique Bujumbura. Ces mini dépôts quant à eux étaient chargés de distribuer ces produits aux bistrotis situés chacun dans sa zone de couverture. Depuis la dernière hausse des prix de ces produits au mois d'avril 2021, une pénurie reccurente n'a cessé de parler d'elle à Bujumbura comme à l'intérieur du pays.

Le système d'approvisionnement des mini dépôts a été perturbé. Les propriétaires des megas ont commencé à alterner l'approvisionnement des dépôts qui est passé de trois fois à deux fois et une fois par semaine, actuellement.

Non seulement l'alternance d'approvisionnement concèrne les dépôts, elle concèrne tout autant les produits et en plus les quantités approvisionnées ne parviennent pas à couvrir les quantités demandées. Cette irrégularité dans l'approvisionnement des mini dépôts et des megas se répercute directement sur le fonctionnement des bistrotis. Certains propriétaires ferment momentanément leurs portes, d'autres parviennent à ouvrir mais après avoir beaucoup dépensé lors de la course à la recherche de l'approvisionnement.

Pour récupérer ces dépenses de trop, certains vendent l'amstel 65 cl à un prix compris entre 2000 à 2500 francs la bouteille alors que le prix officiel est de 1900 FBu. Au niveau des mini-dépôts, un casier d'amstel se vend officiellement à 20 700 franc burundais alors que celui de l'amstel s'achète entre 24 000 et 25000 FBu.

Les propriétaires des mini dépôts affirment que la pénurie des produits Brarudi a atteint une empleur très inquiétante. Ils font face à de graves difficultés pour pouvoir payer les loyers, les employés et assurer les besoins familiaux. L'administration tant publique que de la société BRARUDI se contente de tenir des discours qui mettent en garde ce qu'ils appellent « spéculateurs » alors que les produits Brarudi sont presque inexistantes.

Entre temps, les marchés de la RDC précisément à Bukavu et Uvira, les produits BRARUDI inondent les marchés locaux surtout en Amstels, Primus et Royal.

Chaque semaine, des camions remplis traversent la frontière via le port de Rumonge vers ce pays où des propriétaires empochent des millions de dollars américains.

En province Makamba, ces produits sont exclusivement distribués aux détaillants militants du parti au pouvoir CNDD-FDD. Ce sont eux qui coordonnent d'ailleurs la distribution des boissons de la Brarudi dans les dépôts. Les commerçants favorisés en profitent pour spéculer sur les prix en toute quiétude. Le prix de l'amstel 65 cl coûte entre 2400 et 2800 FBu, la primus 72 cl entre 1800 et 2000 FBu, la petite Amstel entre 1700 et 1800 FBu et le fanta entre 900 et 1000FBu. Les consommateurs ont beau allerter différentes autorités administratives pour réguler les prix de ces produits mais ces derniers font la sourde oreille.

Ils accusent l'administration de la commune Kayogoro de pratiquer deux poids deux mesures en s'attaquant beaucoup plus aux commerçants soupçonnés de ne pas être fidèle au parti au pouvoir. Ces derniers se lamentent de travailler à perte et se voient dans la contrainte de fermer leurs buvettes qui constituaient leurs sources de revenus.

En province Bubanza, les consommateurs des produits Brarudi se lamentent contre la pénurie et la hausse exagérée des prix de ces produits. L'amstel 65 cl arrive à 2500 FBu dans certains débits de boissons, la bouteille primus à 1700 FBu. Ce qui étonne et énerve les gens, les vendeurs conditionnent l'obtention d'une bouteille de primus ou d'amstel, par l'achat des bouteilles de fantas qui sont très nombreux et qui ne sont pas consommés. Ceci signifie que pour avoir une bouteille de primus ou amstel, il faut d'abord acheter au moins unr bouteille de Fanta.

En province Bujumbura, la bouteille d'amstel vendu dont le prix normal est de 2 000FBu est vendue à 2 500FBu. La bouteille Primus se vend entre 1 800 et 2 000FBu alors que son prix officiel est de 1 500FBu. Ces boissons sont en plus difficilement trouvables dans les bistrots de la province.

IV. FAMINE EN PROVINCE KIRUNDO ET HAUSSES SPECTACULAIRES DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE PREMIERE NECESSITE DANS PRESQUE TOUT LE PAYS

A la veille des fêtes de fin d'année, les produits alimentaires de base ont connu une hausse spectaculaire des prix sur presque tous les marchés du pays.

En province Cibitoke, le prix d'un kilo de maïs est passé de 1 000FBu à 2 000FBu, le haricot de 1500FBu à 2000FBu. Le kg de riz est passé de 2 000 à 2 700 FBu. Le sucre SOSUMO s'achète partout la province entre 3500 et 4000FBu le kg alors que la même quantité ne devrait pas dépasser 2500FBu. La viande dont les habitants de Cibitoke sont friands est difficilement trouvable depuis l'entrée en vigueur de la récente mesure de stabulation permanente de bétail. Dans presque tous les marchés, un kilo de viande se vend à 12 000FBu, voire plus, alors qu'on pouvait se procurer la même quantité il y'a de cela 2 mois à 8 000 FBu seulement.

Les consommateurs jettent le tort sur certains administratifs et policiers en connivence avec les commerçants spéculateurs et regrettent le trafic d'influence des autorités publiques qui sont impliquées dans des affaires de commerce. Toutefois, l'administration tranquillise que des sanctions sont prévues.

Dans cette province, les spéculations affectent également le commerce du ciment BUCECO qui s'achète à 30000FBu alors le prix officiel est de 24500FBu. Pourtant, l'usine qui produit ce produit se trouve au chef-lieu de la province.

En province Ngozi, les habitants ont dénoncé la hausse exagérée des prix du riz pendant les jours de fêtes de nouvel an et de Noël. Au marché central de Ngozi, le kg de riz surnommé « Kigori » coûtait 1 970 FBu, celui dit « Karundi » 2070 FBu, celui connu sous l'appellation de « Gitega » 2 450FBu au moment où le riz surnommé « Buryohe » était à 2 200 FBu. Cette hausse.

En province Bubanza, un kilo de riz au marché en arrive à 2400 FBu, un record de prix jamais atteint pour dans la province bien renommée dans la productrice de riz. Les raisons principales sont notamment le manque d'eau d'irrigation. Les cultivateurs n'ont pas cultivé suite au manque d'eau. Le barrage de Gatura qui irriguait tout le périmètre de la SRDI s'est écroulé en mars 2021 suite aux débordements des pluies. Le barrage de Kajeke qui pourrait irriguer plus de 3 000 hectares de la commune Gihanga n'est pas encore reconstruit depuis qu'il s'est écroulé, il y a 10 ans.

En province Bujumbura, le 1kg de sucre dans différentes boutiques coûte entre 3 500 et 4 000FBu alors que son prix officiel est de 2 500FBu. Les éleveurs se plaignent de leur côté de la montée de la taxe par tête de vache qui entre au marché de bétail de Rwibaga, qui est passée de 2 000. A 3 000FBu, qu'elle soit vendue ou pas. Ils préfèrent pour le moment vendre leur bétail à la maison par peur de cette taxe au marché.

En province Mwaro, au moment où le prix officiel reste à 2 500FBu, dans les rares boutiques qui dispose de sucre, un kilo coûte 3 000FBu et il est vendu en cachette par peur être dénoncé au niveau de l'administration. Pendant les jours de fête de fin d'année 2021, un petit régime de banane qui ne peut couvrir que 3 repas pour une famille moyenne de 4 personnes coutait 5000FBu alors qu'il ne pouvait pas dépasser 3 000FBu et moins avant.

Le prix du kg de riz dernier qualité avait également monté passant de 1800 à 2500FBu. La qualité dite tanzanienne coûtait 2 700FBu le kilo et était difficilement trouvable au marché.

En province Rutana, alors que l'on est en pleine récolte de riz de la saison A, le prix de ce produit a monté de manière exponentielle, le kilo varie entre 2400 à 2500 FBu. Ce prix n'avait jamais été atteint dans cette province, comme dans d'autres. Au chef-lieu de la ville de Rutana et ses environs, le prix du kilogramme de viande est passé de 8000 à 10000FBu. Un régime de banane qui coutait 2500FBu est passé du simple au double.

En Mairie de Bujumbura, le riz dit d'origine Tanzanienne première qualité n'est plus trouvable. Dans toute la ville de Bujumbura, les commerçants disent que la variété de riz tanzanienne disponible sur différents marchés de la ville est de la deuxième et troisième qualité. Un sac de 25 kg de ce type de riz s'achète à 75000FBu soit 3000FBu le kg.

Pour d'autres variétés de riz burundais, le prix par kg varie de 2500 à 3200 FBu. Certains commerçants nous ont indiqué que le riz existe en quantité insuffisante, ce qui explique pourquoi les prix restent élevés. Des consommateurs rencontrés au marché estiment qu'il n'est plus possible de constituer des stocks de vivres chez eux, comme au paravant, à cause des flambées des prix. Un kg de haricot jaune varie entre 1 900 à 2 000FBu, selon la variété. D'autres variétés de haricot s'achètent entre 1200 et 1400 FBu.

Au marché de COTEBU, nous y avons retrouvé deux catégories de farine de maïs dont le prix par kg variait entre 1500 et 2200FBu selon la qualité. La farine de manioc quant à elle s'achetait entre 1200 et 1500FBu, selon toujours la qualité.

5 litres d'huile de palme s'achètent à 18000 FBu alors qu'au mois de novembre récent, le prix pour la même quantité était de 15000FBu. Pour les autres catégories d'huile raffinée comme la variété de savor Oki un bidon de 5 litres s'achète à 38000FBu, la même quantité de Goden s'achète à 42000FBu et la même quantité de l'huile de tournesol s'achète à 39000FBu. Le kg de pomme de terre variait entre 800 à 1000FBu, selon la variété.

En province Rumonge, plus de 170 familles du village de paix de Mayengo, en zone Kigwena se trouvent dans une extrême pauvreté. Ces familles proviennent des zones Giteza, colline Cashi, commune Muhuta. Elles ont été victimes des inondations du lac tanganyika en 2020, leurs maisons ont été détruites avant d'être délocalisé vers ce village de Mayengo. La plupart vivait de l'agriculture et jusqu'à présent, elles ne disposent pas de terres à cultiver. Leurs enfants ont abandonné l'école suite à la faim.

Ces familles regroupées dans ce village de paix ont bénéficié de belles maisons mais regrettent de ne pas avoir du courant électrique. Alors qu'un projet d'électrification avait débuté ses travaux, des poteaux et fils électriques installés n'ont pas été alimentés. Ces habitants font savoir que ce manque de courant impacte sur leur mode de vie et affecte les jeunes de ce village. Des projets d'ouverture de salons de coiffure, des cafetariats, des ateliers de soudures, des moulins ne peuvent pas fonctionner suite ce manque de courant.

En province Kirundo, des centaines de personnes des zones de Gatare et Gisenyi en commune de Busoni ont fui leurs domiciles suite à la famine due au manque de précipitations durant une des principales saisons agricoles. Ces menages sont partis vers les communes qui ont eu la chance d'avoir un bon climat à savoir Ntega et Vumbi. Les zones les plus menacées sont celles de Gatare, spécialement les collines de Gatete, Rwibikara et Vyanzo. « C'est le désert quand on y arrive », nous déclare un enseignant de la localité. « Nous sommes presque oubliés, abandonnés par le gouvernement qui se dit responsable de ses enfants », déplore un pêcheur de cette zone. Une autre zone qui est beaucoup plus touchée est celle de Gisenyi. Les champs de culture ont été devastés suite au manque de précipitations. Sur les collines Marembo et Bishisha, des familles ont vendu les toitures de leurs maisons avant de partir.

Des victimes déplorent le fait que l'administration ait treiné les pieds pour déclarer la famine dans ces localités afin que les aides puissent leur parvenir à temps. La commune Bugabira a également été affectée par le manque de pluies. Des rapatriés sont retournés au camp de Mahama en République rwandaise suite à cette situation.

Les conséquences de cette famine sont graves. Des enfants sont nombreux dans les rues pour quémander. Des jeunes filles élèves ou écolières sillonnent les quartiers pour y chercher du travail domestique et des effectifs importants d'écolières et d'élèves sont victimes d'abandons scolaires. Le paludisme emporte les vies de beaucoup de personnes affamées.

V. SANTE PUBLIQUE : LA PANDEMIE DE COVID-19 SE SUPERPOSE A L'EPIDEMIE NON DECLAREE DE PALUDISME

V.I. La prolifération des cas positifs au Covid-19 est une triste réalité au moment où les mesures barrières préconisées par l'OMS ne constituent pas une préoccupation de l'administration publique

Le pays connaît une flambée des cas de contaminations au Covid-19 dans toutes les provinces du pays.

En province Rumonge, au moins 78 cas positifs sur 284 cas testés ont été enregistrés en date du 23 décembre 2021 et aucun patient n'a reçu de traitement car les stocks de l'hôpital de Rumonge étaient épuisés suite à l'augmentation rapide du nombre de cas positifs au covid depuis une semaine. En date du 20 décembre 2021, on a enregistré au moins 134 testés positifs sur 287 personnes dépistées pendant une semaine à l'hôpital de Rumonge. Le 21 décembre 2021, jusqu'à 8h du matin, 2 autres cas s'étaient déjà révélés positifs au covid- 19 faisant ainsi 136 cas positifs au covid. Plusieurs personnes étaient alignées ce jour près du lieu de dépistage attendant le test. En date du 14 décembre 2021, quatre cas parmi les membres du personnel dont un médecin et un gestionnaire du district sanitaire de Rumonge avaient été testés positifs au covid -19 suite au manque de matériel de protection.

En **province Ngozi**, les cas positifs au covid 19 variaient entre 100 et 200 personnes par jour enregistrés à l'hôpital de référence local. Des effectifs inquiétants selon Guillaume Ntawukuriryayo, médecin directeur de cet hôpital. D'après lui, la principale raison de cette recrudescence des cas testés positifs est le relâchement dans le respect des mesures barrières allant même à la fréquentation des lieux de rassemblement public par des personnes porteuses du virus qui devraient se confiner à la maison.

En **province Bujumbura**, des personnes testées positives au covid-19 étaient alitées avec d'autres malades à l'hôpital et aux centres de santé. Au district sanitaire de Kabezi en commune Kabezi, au moins 180 personnes avait été testées positives en date du 20 décembre 2021. À l'hôpital de Rushubi en commune Isare, 212 personnes avaient été testées positives. Des victimes étaient alitées à cet hôpital et d'autres confinées à leurs domiciles. Au centre de santé Ruyaga, en commune Kanyosha, on comptabilisait plus de 92 personnes testées positives et la majorité était contrainte d'acheter les médicaments en privé car le centre de santé n'en disposait pas. Au centre de santé Nyabiraba, commune Nyabiraba, les services habiletés parlaient de plus de 89 personnes testées positives. A l'hôpital Rwibaga et l'hôpital Ijenda en commune Mugongo-manga, on nous signalait plus de 387 testes positives au covid-19. Au centre de santé de Rukina et Mayuyu de la commune Mukike, on parle de plus de 212 Au centre de santé Mubimbi en commune Mubimbi, au moins 87 cas, et au centre de santé Mutambu, commune Mutambu, au moins 126 cas y étaient signalés.

En **province Kirundo**, la prolifération des cas de covid-19 est très inquiétante dans les centres urbains de la province. Le personnel soignant dont des infirmiers a été notamment la cible de la pandémie suite à un problème de matériel de protection. Dans les milieux ruraux, la pandémie est confondue à la simple grippe et cela risque d'être un facteur aggravant les risques de contaminations. Les enseignements dans les écoles ont été perturbés suite à la pandémie qui a attaqué le personnel enseignant surtout du centre de Kirundo. Certaines écoles n'ont pas proclamé les résultats scolaires. Le gouverneur de Kirundo Albert Hatungimana a reconnu que l'ampleur de la pandémie était gravissime en interpellant la population de respecter des mesures barrières pour se protéger contre cette pandémie et en mettant en garde les propriétaires des boites de nuit qui violent l'interdiction d'organiser des soirées dansantes.

Sur 35 militaires du camp militaire de Mutwenzi situé à trois kilomètres du chef-lieu de la province Kirundo qui se sont faits dépister en date du 26 décembre 2021 à l'hospital de Kirundo, un laborentin a confirmé que 27 cas ont été testés positifs. Des informations provenant de ce camp militaire nous fait savoir qu'au moins $\frac{3}{4}$ des militaires avait été attrappés par le virus. Ainsi, les effectifs des militaires en patrouille de nuit avaient sensiblement diminués.

En **province Cibitoke**, des informations recueillies en date du 23 décembre 2021 nous indiquent qu'au moins 600 personnes ont été testées positives sur 800 cas dépistés dans moins d'une semaine.

Les patients recevaient des médicaments et étaient sommés d'observer le confinement à la maison. Ils manquaient de suivi à domicile faute du personnel soignant déjà débordé pour le moment. « Nous sommes au bord de l'effondrement sanitaire », a lancé un médecin oeuvrant dans l'un des établissements sanitaires du chef-lieu de la province. Le risque de propagation est trop élevé comme l'a souligné avec insistance une infirmière à l'hôpital de Cibitoke. Parmi les victimes de la pandémie figurent des membres du personnel soignant qui souffrent d'un manque criant de matériel de protection contre le covid-19.

Un responsable de la structure sanitaire de Cibitoke appelle la population de bien suivre les soins à la maison car il n'y a pas de lieu de confinement sûr pour tout patient qui est testé positif.

En province Muyinga, le personnel de l'hôpital de Muyinga a grandement souffert de la Covid-19 pendant cette période. Au moins une dizaine parmi le personnel dont au moins deux médecins, des infirmiers et des aides soignants ont attrapé la pandémie, au moment où cette structure de soin était en manque criant de médicaments et de réactifs. A moins de six mois, au moins 1000 personnes sur une population d'au moins 300000 habitants avaient été contaminés au covid-19, selon des sources médicales. Cette prolifération a été due surtout à la proximité de la province avec la Tanzanie et un mouvement des personnes faisant des navettes dans ce pays.

En **province Cankuzo**, depuis le 13 décembre 2021, à l'hôpital Cankuzo, plus de 70% des cas testés au covid-19 sont positifs. Cela est dû à la grande vitesse de propagation de ce virus dû au non respect des mesures barrières. Les personnes testées positives continuent à vaquer à leurs activités quotidiennes et à circuler dans les milieux publics. Un autre problème est le manque de médicaments suite au grand nombre de patients. L'on ne donne aux patients que de l'Azytromycine et Zinc seulement car la chloroquine et la Vitamine C sont introuvables même dans les pharmacies privées. Les infirmiers soignant le Covid-19 ordonnent la consommation régulière des fruits contenant Vitamine C, ce qui a été à l'origine de la montée des prix de certains fruits comme les bananes mûrs, papayes, citrons, etc.

La mise en oeuvre des mesures barrières préconisées par l'OMS reste un défi de grande taille. La quarantaine n'est pas une préoccupation compte tenu de la généralisation de la maladie. Les grands rassemblements dans les marchés, les églises et les fêtes restent une triste réalité dans le pays. Les masques et points de lavage des mains manquent cruellement. Les gens continuent les habitudes de

se serrer les mains et de s'embrasser. Le personnel de santé ne dispose pas de matériel de travail et se trouve très exposé à la contamination. Et ce qui est marrant, la vaccination qui constitue une dernière solution à la pandémie n'est pas une préoccupation des autorités étatiques.

Une peur panique gagne les communautés au moment où les autorités publiques sont distraites par des politiques politiciennes, au détriment de la vie des citoyens en péril.

V.2. Une épidémie non déclarée de paludisme en province Kirundo

L'hôpital de Kirundo est submergé. A la fin de ce mois de décembre 2021, de patients de paludisme. Les enfants de moins de cinq ans et les personnes venant des milieux ruraux sont les victimes de cette épidémie non encore déclarée. Dans les salles de pédiatrie et médecine interne, deux ou trois patients partagent le même lit. Dans un contexte de Covid-19, cela peut engendrer facilement des contaminations. A la maternité, une femme enceinte atteinte du paludisme était étendue sur le sol avec un matelas d'épaisseur de moins 5cm. A la pédiatrie, quatre petits enfants tous malades de paludisme partageaient le même lit, deux dans le sens opposé des deux autres. « Nous n'avons pas de quiétude ici. Certains se réveillent ou pleurent au moment où les autres sont en plein sommeil, ce qui perturbe la sécurité. Nous ne connaissons aucun repos », raconte une garde malade et parent d'un enfant malade.

« Cette période de l'année est toujours caractérisée par le paludisme dans les milieux ruraux et dans le milieu urbain, je ne sais pas ce qu'ils attendent pour déclarer l'épidémie de la malaria en cette province », déclare un infirmier de la médecine interne de l'hôpital de Kirundo. « Au moins trois personnes, généralement des enfants de moins de cinq ans meurent chaque semaine à l'hôpital suite au paludisme », renchérit-il.

Un infirmier du service d'urgence signale que ce service est submergé par des malades de paludisme qui proviennent de trois districts sanitaires locaux. Dans les centres de santé, des personnes meurent en grand nombre chaque jour de paludisme et souvent parce qu'ils n'ont pas les moyens d'arriver à l'hôpital.

L'année passée, à cette même période, le gouvernement avait déclaré l'épidémie de paludisme, ce qui a justifié le déploiement d'un nombre important de médecins et infirmiers qui se sont descendus sur chaque colline de la province de Kirundo et la situation avait été maîtrisée. Des comprimés qui

s'étaient révélés inefficaces avaient été supprimés. Il s'agissait des comprimés de type amodiaquines (prises actuellement) qui avaient été remplacés par les quinine.

VI. EDUCATION NATIONALE : UN MANQUE CRIANT DE BANCS PUPITRES SUR FOND DE COLLECTE DE CONTRIBUTIONS FORCEES, DE DETOURNEMENTS ET DE REPRESSION CONTRE DES ENSEIGNANTS

VI.1. Persistance de collecte forcée de fonds en milieux scolaires

La collecte forcée de fonds constitue une triste réalité dans les écoles du pays. Des autorités scolaires ne cessent de contraindre de manière répétitive les parents et les élèves au paiement de l'argent et inventent chaque fois des motifs fondés et non fondés pourvu qu'elles en collectent quelques montants.

Ainsi, **en province Muramvya** par exemple, des établissements scolaires de la province organisent pendant cette période une campagne de collecte de l'argent dit « frais de sport ». Chaque élève est sommé d'amener d'urgence une somme de 2000 FBu soi-disant pour organiser des compétitions sportives interscolaires prochaines. Vu l'énormité du montant à collecter compte tenu du nombre total des enfants, les gens se demandent si ce n'est pas un alibi des autorités scolaires pour s'enrichir.

En plus que ces montants récoltés ne sont jamais justifiés. Par exemple, un seul établissement qui compte 1000 élèves collecte une somme d'au moins 2 millions de francs burundais. Juste avant les vacances de Noël et nouvelle année, une somme de plus de 60 millions avait déjà été collectée et centralisée au niveau des directions communales de l'éducation (DCE). D'autres collectes sont attendues avec le trimestre qui va commencer en janvier 2022.

En outre, dans certains établissements scolaires, une autre somme de 1500FBu est exigée à chaque élève pour la « réparation des toilettes », ce qui est aussi invraisemblable et irréel. Les parents d'élèves ne savent plus à quel saint se vouer, car il est remarquable que l'administration territoriale est complice.

VI.2. Un manque criant de bancs pupitres : les élèves s'assayent à même le sol

Dans un contexte de collecte forcée des fonds pour des motifs fondés et non fondés, la question de manque de bancs pupitres semble ne pas préoccuper des autorités scolaires qui assistent sans vergogne les enfants s'asseoir par terre dans les salles de classe.

En province Mwaro par exemple, un manque criant de bancs- pupitres se remarque à l'ECOFO Murambi située en commune Rusaka. Les écoliers s'assoient à même le sol sur des troncs d'arbres coupés et étendus sur le sol et sur des pierres. Chaque enfant apporte sa pierre avant d'entrer en classe. L'école était depuis des années une succursale de l'ECOFO Mahonda est depuis le début de cette année scolaire 2021-2022 dotée d'une direction scolaire. Les natifs de la colline Murambi travaillant à Bujumbura et ailleurs commencent à avoir la honte devant la situation qui ne gêne en rien les pouvoirs publics, selon eux. Ils promettent des contributions pour acheter des bancs-pupitres afin d'alléger les souffrances de ces enfants.

En province Bubanza, à l'Ecofo Titi, Direction communale de l'Enseignement de Musigati, au moins 228 écoliers sont inscrits en première année fondamentale. Ils sont répartis dans seulement deux salles de classes construites avec la contribution des parents, sans fenêtres, sans portes et sans bancs-pupitres. Les enfants s'assayent à même le sol et les autorités scolaires semblent ne pas être préoccupées par cette situation.



Des écoliers de première année à l'ECOFO Titi



VI.3. Les élèves du Lycée communal Mwaro I sont partis en vacances de Noël sans leurs résultats scolaires

Au moment où le 1^{er} trimestre de l'année scolaire 2021-2022 s'est clôturé en date du 24 décembre 2021, les élèves du Lycée Communal Mwaro I situé en zone Mwaro, commune Kayokwe n'ont pas obtenu leurs résultats scolaires de fin de trimestre. Et pour cause, un enseignant vacataire du cours de kiswahili dans toutes les classes n'a pas été payé. Pourtant les parents d'élèves de toutes les classes de la 7^{ème} à la fin des humanités ont payé le montant destiné au paiement des vacataires à savoir 2000FBu par élève et par trimestre. Ceux qui n'avaient pas encore payé la somme étaient violemment chassés par Niyondiko Cassien, ancien directeur de cette école, remplacé en novembre dernier. Des sources proches des services du nouveau directeur sources, ce directeur sortant n'a laissé à son successeur que des caisses de l'école vides.

VI.4. Des arrestations abusives contre des enseignants

Partout dans le pays, les enseignants sont les principales cibles de la répression politique dont le pouvoir CNDD-FDD est coupable depuis son arrivée au pouvoir en 2005. Ce régime tolère mal des opposants politiques membres de cette catégorie de fonctionnaires qui sont généralement intégrés dans les communautés à la base. Ils sont notamment craints pour leur situation d'intellectuels éclairés susceptibles de ranger des citoyens derrière leurs visions de résistance contre les oppressions politiques et sociales.

En province Karusi, par exemple, en date du 24 décembre 2021, deux enseignants originaires de la commune Shombo étaient au cachot du commissariat communal de police depuis une semaine. Il s'agissait de Ferdinand Niyoyitungira, professeur du lycée communal Rusi et Jolis Bukeyenzeza, professeur du Lycée Gatonde situé en commune Nyabikere. Comme l'indiquent certains des membres de leurs familles, Jolis a été mis au cashot le lendemain, lorsqu'il était allé voir son ami Ferdinand au cachot et demander les raisons d'emprisonnement de son concitoyen. L'administrateur communal confirme que les deux professeurs sont accusés des informations qui sont passées sur les réseaux sociaux parlant des cotisations d'argent collectées parmi la population de cette commune. Leurs familles et certains de leurs collègues enseignants parlent de montage comploté contre eux et demandent leur libération.

Sur les réseaux sociaux en effet, des fonctionnaires dont des enseignants de la commune Shombo s'étaient plaints des contributions forcées exigées par le parti au pouvoir CNDD-FDD représenté par le patron de ce parti au niveau communal Ndahabonimana Désiré et le Directeur Communal de l'Enseignement Niyonzima Jean-Baptiste. Ces derniers leur exigent de manière répétitive de payer 4 000FBu et 5 000FBu respectivement pour la construction du stade provinciale et la construction des maisons pour les pauvres sans oublier qu'au départ chaque fonctionnaire avait payé 3% de son salaire pour les mêmes motifs. Celui qui n'était parvenu à payer ces montants en date du 11 décembre 2021 avait été invité à une réunion d'intimidation qui a eu lieu à partir de 5 heures du matin à la permanence du parti.

Ces différents responsables au niveau de la commune Shombo avaient été frustrés de cette dénonciation et avaient ainsi cherché des boucs émissaires.

VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les burundais souffrent encore des conséquences destructrices de la crise de gouvernance politique, économique et sociale qui s'est installée pratiquement 2015, depuis le début du troisième mandat controversé de Pierre Nkurunziza. Le régime CNDD-FDD tourne le dos aux conséquences de cette crise et veut forcer le destin du peuple burundais en usant toujours de la violence comme mode de gouvernance pour se maintenir au pouvoir. Cette violence d'Etat ne fait qu'exacerber la souffrance des burundais et miner l'avenir de tout un peuple sans exception aucune. Renoncer à la violence pour l'instauration d'un Etat de droit constitue la seule arme pour revigorer la cohésion et l'économie nationales, et faire face aux défis de famine, de santé publique et d'éducation nationale.

Compte tenu de tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Au gouvernement du Burundi :

- De mettre en place une commission technique indépendante d'enquête sur l'incendie qui a ravagé la prison centrale de Gitega pour identifier les causes et les circonstances ;
- De lever le voile sur les victimes de l'incendie et permettre aux familles des victimes d'organiser un enterrement digne et un deuil conformément aux mœurs et au devoir de respect des morts ;
- De mettre un terme aux extorsions, aux détournements, aux spoliations et aux rançonnements notamment en sanctionnant les auteurs de ces crimes ;
- De combattre sans faux fuyant les spéculations autour du commerce de sucre SOSUMO, des produits BRARUDI et des produits alimentaires de base ;
- De déclarer l'épidémie de paludisme et la famine dans la province Kirundo et réclamer ainsi l'assistance humanitaire internationale ;
- De lancer une campagne de vaccination contre le Covid-19 et sensibiliser la population au respect des mesures barrières de prévention préconisées par l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- De veiller à ce que toutes les salles de classe soient équipées de bancs pupitres.